

Les POMMIER ne lâchent rien !

Ce 16 février 2021 à l'appel de l'intersyndicale du groupe Cahors une action de reprise en main de l'outil de production et de grève a été lancé dans toutes les filiales.

Les salariés de Bagnères de Bigorre soutenus par l'Union Départementale CGT et l'Union Locale CGT ont bloqué les expéditions de leur production.

La revendication était d'obliger le PDG Monsieur Libert à revenir à la table des négociations entamées depuis jeudi dernier. Ils réclament le maintien de leurs acquis, l'arrêt des licenciements, un projet industriel et non un projet financier.

Monsieur Libert a ignoré les différentes demandes de l'intersyndicale pour rouvrir les négociations, malgré l'urgence de la situation et la grogne dans le groupe.

Cette action de groupe a débuté dès 8 h du matin et déjà le PDG propose une réunion en visioconférence à 15 h 30.

Pendant cette réunion en visio, Grégoire Libert s'est senti pousser des ailes et n'a pas hésité à menacer les négociateurs de continuer à réaliser des plans de licenciements dans le groupe si le mouvement de grève devait perdurer. Il s'est même permis d'ironiser sur la situation en disant au préalable : « je suis pour la grève, je suis pour que les salariés fassent grève c'est important que les gens s'expriment ».

Grâce à cette mobilisation les négociations reprendront mercredi 24 février .

Les salariés restent attentifs et mobilisés sur les engagements du PDG.

Dans cette période difficile, les salariés appellent les pouvoirs publics à se mobiliser très concrètement à leur côté et feront très rapidement des démarches en ce sens.

Les énergéticiens CGT étaient présents au côté des salariés car leurs revendications sont fortement liées.

En effet, le développement du service public EDF qui a fait ses preuves ces dernières 50 années a aussi été favorisé par du matériel de pointe.

Partout on dit que l'avenir de la transition écologique passera par l'électricité, le gouvernement indique sa volonté de réindustrialiser notre pays alors que l'on constate que l'on laisse notre industrie de pointe sur une filière stratégique nous échapper.

La transition écologique passe aussi par le circuit court et voir disparaître un groupe comme Cahors entraînerait la délocalisation et un impact carbone sur la livraison de matériel.

Notre indépendance énergétique dépend de notre faculté à produire et distribuer du matériel de pointe produit en France.

Sur l'impact local, il est indéniable que cette nouvelle perte d'emplois serait une catastrophe économique pour les salariés et aussi pour tous ceux qui bénéficient des services publics.

l'UD CGT des Hautes-Pyrénées, le 24 février 2021.